

Cher lecteur!



Pendant que la politique internationale du climat prend une profonde bouffée d'air avant de se diriger vers Panama et Durban, le monde bouge plus vite que jamais vers des marchés de carbone fragmentés. Après que la Californie ait révélé les projets détaillés de son programme d'échange des émissions et que, au début de cette année, l'Inde ait commencé un programme d'échange des émissions spécifiques à l'efficacité énergétique, l'Australie et la Corée du Sud ont proposé ce mois-ci leurs politiques nationales des échanges des émissions.

Le marché du carbone existant se présente d'une manière extrêmement déséquilibrée - comme le train du MDP accélère vers 2012, beaucoup de développeurs de projets retardataires essaient suivre le mouvement. Mais en même temps, d'autres développeurs de projets voient le MDP comme un navire coulant et ferment leurs bureaux de détermination des projets. Les prix reflètent aussi les sauts d'humeur, comme le prix spot de l'URCE qui a chuté à 9 euros. C'est un bas depuis 2 ans généré surtout par la faible demande de la phase II du SEEQE et l'augmentation des délivrances en 2011 en raison d'un Secrétariat CCNUCC plus efficace.

Bientôt, nous allons célébrer notre 100^{ème} numéro. Dans ce contexte, nous vous demandons de partager vos points de vues sur :

- le développement le plus important du MDP dans les 8 dernières années;
- le plus grand défi pour le MDP aujourd'hui et;
- la question clé à laquelle de nouveaux mécanismes du marché doivent s'attaquer.

Envoyez, s'il vous plaît, vos contributions sous forme de tirets courts aux rédacteurs en chef à climate@giz.de avant le 30 septembre. Les réponses les plus intéressantes seront choisies pour la publication dans le 100^{ème} numéro anniversaire en octobre.

Table des matières

- [CCNUCC, Conseil Exécutif du MDP et ses panels](#)
- [Négociations sur les nouveaux mécanismes du marché](#)
- [Le soutien du changement d'échelle de l'atténuation à travers les programmes et les groupements de projets](#)
- [Le MDP dans les Pays les Moins Avancés et l'Afrique Subsaharienne](#)
- [Développeurs de projets, Entités Opérationnelles Désignées et Consultants](#)
- [Incitations pour l'investissement MDP](#)
- [Nouvelles du Web et téléchargements du mois](#)

CCNUCC, Conseil Exécutif du MDP et ses panels

- Plus de 50 demandes pour des événements parallèles (side events) ont été soumises pour les prochains pourparlers sur le climat au Panama, mais seulement deux se focalisent sur le MDP.
- Sous le nom de « Dialogue de Petersberger », le gouvernement allemand a lancé, l'année dernière, une initiative pour faciliter les négociations du climat à l'extérieur de l'arène officielle des Nations Unies. Sous ce cadre, l'Allemagne et l'Afrique du Sud ont conjointement organisé une réunion pour relancer les négociations sur la route de Durban. Les ministres de 35 pays se sont

Chiffre du mois

126 : projets enregistrés en juillet. Le chiffre le plus élevé jamais atteint.

Entités Opérationnelles Désignées

Compagnies se soumettant pour devenir entités opérationnelles : 11

Entités Opérationnelles Accréditées : 39

- dont 14 des pays d'accueil
- dont 25 des pays acheteurs
- dont 39 pour la vérification
- 10 EODs se sont retirées
- Aucune EOD n'est suspendue

Autorités Nationales Désignées

La liste des ANDs les plus actives à l'approbation se présente comme suit :

- Chine : 3105 projets (+54). Les projets comprennent 28 fermes éoliennes, 8 hydro, 5 projets de récupération de chaleur, 5 projets de biogaz, 4 projets d'efficacité énergétique, 3 solaires, 1 projet de substitution de combustible (5,9 millions d'URCEs par an).
- Inde : 2033 projets (+0)
- Brésil : 265 projets (+2)
- Vietnam : 163 projets (+0).
- Thaïlande : 141 projets (+3). (0,01 million d'URCEs par an).
- Indonésie : 104 projets (+0)
- Philippines : 64 projets (+0)
- Colombie : 62 projets (+0)
- Pérou : 39 projets (+0)
- Argentine : 34 projets (+0)
- Israël : 32 projets (+0)

ANDs notifiées : 158 (126 pays hôtes, 32 pays acheteurs)

Autres nouvelles

Un atelier de travail sur l'amélioration la distribution régionale des projets MDP en Asie et au Pacifique est planifié les 6 et 7 septembre 2011, à Katmandu, Népal. Pour s'inscrire, adressez, s'il vous plaît, un courrier électronique à Mme Alma Cañarejo acanarejo.consultant@adb.org.

La Réunion à huis clos du Marché de Carbone 2011 de l'Inde sera tenue les 7 et 8 septembre à New Delhi, Inde. Pour plus d'informations visitez le site

rassemblés à Berlin, Allemagne, au début du mois de juillet en louant la valeur des réunions informelles, mais en réitérant surtout leurs positions sous les négociations officielles des Nations Unies. Le gouvernement sud-africain projette de tenir d'autres réunions informelles en septembre et en novembre pour créer une énergie politique pour Durban.

Le CE du MDP a tenu sa 62^{ème} réunion du 11 au 15 juillet à Marrakech au Maroc. Il a pris les décisions suivantes :

- Les évaluations de performance de routine des EODs étaient toutes positives; l'accréditation de « Deloitte Cert » a été retirée.
- Le CE a exprimé de l'inquiétude puisque deux EODs ont l'intention de cesser les activités de validation dans les mois à venir et que certaines EODs facturent des paiements d'avance pour l'accès à leurs services.
- Trois nouvelles méthodologies ont été approuvées, couvrant la réduction du PFC dans la production des semi-conducteurs, l'aération des décharges et le remplacement des cuisinières à énergie fossile par des cuisinières à biomasse. À l'exception de la dernière qui pourrait être applicable en Chine rurale, aucune de ces méthodologies ne sera largement utilisée.
- Une méthodologie de petite échelle pour les appareils d'économie d'eau a été approuvée.
- Le CE a discuté sur le benchmark de pénétration de 20 % pour la pratique commune de récupération de chaleur, mais n'a pas pris de décision sur la méthodologie de récupération de chaleur recommandée par le Panel des Méthodologies. Plus tôt, le Panel des Méthodologies avait proposé un benchmark de 15 %. Apparemment, le benchmark de 20 % est toujours vu comme trop strict par le CE.
- Le CE n'a pas mis en suspens la méthodologie de la centrale à charbon ACM 13 et n'a pas ainsi suivi la recommandation du Panel des Méthodologies, qui avait soutenu que les améliorations techniques autonomes aux usines à charbon causent une surestimation des réductions des émissions. Il a juste demandé au Panel des Méthodologies un rapport et de lancer une révision lorsque l'analyse « conclut que la méthodologie exige une amélioration ».
- Dans une décision révolutionnaire, le CE a adopté des directives pour le traitement de la « demande réprimée » dans les méthodologies de lignes de base. Elles définissent un niveau minimal de service basé sur les objectifs de développement internationaux et nationaux. Pourtant, les benchmarks respectifs ne sont pas fournis dans les directives et vont causer certainement des discussions supplémentaires.
- Le CE a donné son accord sur le principe de déterminer des lignes de base standardisées spécifiques aux secteurs, essentiellement la mise en place de benchmarks et la détermination simplifiée de l'additionalité de quatre catégories de projets : substitution de combustible, substitution de technologie et de source d'énergie, destruction du méthane et évitement de la formation de GES. Pourtant, les niveaux des benchmarks doivent toujours être définis et un programme de travail sera développé pour entreprendre cet exercice challengeant.
- Si les technologies sont sous une exemption automatique de l'évaluation de l'additionalité conformément aux règles de la micro-échelle, cette exemption est valide pour trois ans. Les ANDs doivent fournir des données pour montrer que le seuil de pénétration de technologie de 5 % n'a pas été atteint. Le CE a demandé au groupe de travail sur les méthodologies de petite échelle « SSC WG » de fournir des valeurs alternatives après une analyse consciencieuse. Lors de sa 63^{ème} réunion, le CE devra se décider pour une procédure de traitement des soumissions des ANDs pour les exceptions de micro-échelle. Sept soumissions pareilles sont toujours en attente.
- Le CE a enregistré le projet controversé Aguán de biogaz au Honduras. Le projet a été associé à des violations sévères des droits de l'homme par le propriétaire du projet et fait donc face à une forte critique par les ONG qui avaient demandé au CE de rejeter le projet.
- Aucun des 14 projets en cours d'examen pour l'enregistrement n'a été rejeté.
- Aucune des deux délivrances d'émissions en cours d'examen n'a été rejetée.
- Huit des neuf demandes de délivrance des URCEs rejetées ou retirées auparavant peuvent être soumises de nouveau, dont trois grandes (un projet éolien, deux projets de destruction de N2O d'acides adipiques).
- Les directives pour la considération préalable ont été aiguisées. Les validateurs doivent maintenant vérifier les preuves par recoupement pour l'action en cours pour protéger le statut du MDP, comme apparemment des parties de documents ont été rassemblées en ex-post.
- Les guides non-techniques seront traduits dans toutes les langues des Nations Unies.
- Plus de 150 personnes travaillent dans l'unité MDP, seulement 20 postes

suivant :

www.indiacarbonconclave.com.

Le Forum latino-américain de Carbone sera tenu du 27 au 29 septembre 2011 à San José, Costa Rica. Voir www.laticarbon.com.

Une enquête sur les avantages du MDP est réalisée par le secrétariat de la CCNUCC – participez à : www.research.net

Compteur du MDP

Au 31 Juillet 2011

▪ Méthodologies

Méthodologies à grande échelle de ligne de base en quête d'approbation : 16
- dont forêt : 0

Méthodologies à petite échelle de ligne de base en quête d'approbation : 5

Méthodologies à grande échelle de ligne de base approuvées et publiées : 108 (dont la méthodologie AM0001 qui est actuellement mise en attente, incluant 20 consolidées)
- dont forêt : 13 (dont 2 consolidées)

Méthodologies à petite échelle de ligne de base approuvées et publiées : 78
- dont forêt : 7

▪ Pipeline des projets

Projets sujets actuellement à des commentaires publics sur les PDD : 142
- dont 11 sont des PoAs

Projets et PoAs dans la phase de validation : 3322
- dont 54 sont dans la période où une demande d'examen peut être lancée (incl. 0 PoA)
- dont 237 sont en cours de contrôle d'état complet
- dont 66 leur ont été lancée une demande d'examen
- dont 3 doivent faire des corrections
- dont 0 est en cours d'examen
- dont 100 sont des PoAs
- dont 143 soumettent pour le Gold Standard

URCEs prévues jusqu'en 2012 des projets en cours de validation : 657 millions
- dont 10,1 millions de ceux qui ont été officiellement soumis pour l'enregistrement et 19 millions qui proviennent de projets avant une

restent vacants.

- Le CE va inviter dorénavant les parties prenantes à poster leurs commentaires sur les questions incluses dans l'ordre du jour annoté de la réunion du CE et va les considérer s'ils sont reçus jusqu'à une semaine avant la réunion.
- Un appel à commentaires et une invitation uniquement à l'atelier de travail vont être organisés pour tous les nouveaux documents de réglementation ou les révisions importantes de documents existants qui ont un impact significatif sur les parties prenantes.
- Les EODs et les ANDs peuvent faire des demandes de clarification ou de conseil, auxquelles le Secrétariat doit répondre au cours de trois semaines. Autrement, la question peut être renvoyée au CE.
- La réponse aux lettres des autres parties prenantes sera dans la limite de cinq semaines.
- Toutes les communications des EODs, des ANDs et des autres parties prenantes avec le CE et les réponses du CE seront publiées en ligne, à moins que le demandeur ne souhaite qu'elle soit confidentielle.
- La communication téléphonique directe sur des cas de projets est maintenant officiellement possible. Toutefois, des résumés écrits des communications doivent être faits et enregistrés dans le cadre de la documentation de projet.
- Si une période de surveillance couvre les périodes pre et post 2012, les URCEs seront allouées proportionnellement à la durée de chaque période.
- Le renouvellement de la période d'accréditation du projet HFC-23 Ulsan a été reporté une nouvelle fois.

[Haut](#)

Négociations sur les nouveaux mécanismes du marché

- Les subventions pour le secteur privé sous un mécanisme d'accréditation sectoriel sont traitées à www.uba.de.
- Des leçons de l'engagement du secteur privé sous les REDD + sont traitées à www.forestcarbonasia.org.
- Les marchés du carbone sont considérés comme option non viable à long terme pour le financement des REDD+ selon un article d'une ONG. Il est disponible à : www.rightsandresources.org (1 Mo).
- L'utilisation des mécanismes Kyoto pour l'atténuation des émissions des mangroves, des marais salants et des herbiers (carbone bleu) est traitée à www.climatefocus.com.
- Le Ministère de l'Environnement du Japon a choisi un nouveau lot de 29 projets pour le mécanisme japonais de compensation bilatérale parmi 77 propositions. 24 sont situés en Asie (surtout l'Asie du Sud-est), trois en Amérique latine et deux en Afrique (l'Afrique du Sud et l'Angola). Neuf concernent l'efficacité énergétique, sept l'évitement du déboisement et le reste des projets couvre la gestion des déchets, l'utilisation de biomasse, le transport et l'énergie renouvelable. En outre, de 12 propositions pour des études de faisabilité MDP, 6 ont été choisies. Le montant total du soutien en faveur des études de faisabilité est de 25 millions d'euros.

[Haut](#)

Le soutien du changement d'échelle de l'atténuation à travers les programmes et les groupements de projets

- En Juillet, 12 PoAs sont entrés dans le pipeline de la validation – sept programmes d'efficacité énergétique, trois programmes de centrales hydro, deux programmes de biogaz et une activité de chauffage solaire de l'eau.
- Concernant les soumissions, la Chine avec 15 PoAs mène devant l'Inde (11) et l'Afrique du Sud (10). Au total, 35 pays d'accueil sont impliqués dont 9 sont des Pays Moins Avancés.
- Du point de vue des technologies, les mesures d'efficacité énergétique des côtés offre et demande d'énergie mènent avec 42 PoAs, suivies par le biogaz (32 PoAs) et par les renouvelables (25 PoAs).
- Le premier PoA à l'échelle mondiale a été proposé et est actuellement ouvert pour les commentaires publics. Le Programme International de Purification de l'Eau « IWPP » a l'intention de distribuer des purificateurs d'eau dans 149 pays et applique la nouvelle méthodologie AMS-III.AV. Pendant que cette approche met en exergue l'offre potentielle de PoAs pour le MDP, il est peu évident de pouvoir obtenir les approbations des pays d'accueil de tous les 149 pays avant l'enregistrement, en particulier comme 23 de ces pays n'ont pas encore d'AND.
- La maison de négoce du carbone Vitol basée en Suisse a signé un contrat à terme de plus de 5,6 millions d'URCEs d'un PoA de cuisinières efficaces en République Démocratique du Congo. Le programme distribuera 320.000 cuisinières dans la capitale Kinshasa et est premier PoA dans ce pays.
- L'Agence Sénégalaise d'Électrification Rurale (ASER) a annoncé un programme

demande d'examen

- dont 1,1 million des projets qui nécessitent des corrections
- dont 0 million des projets en cours d'examen

Projets qui ont échoué durant la validation : 1380

- dont 199 ont été rejetés par le CE du MDP
- dont 52 ont été officiellement retirés
- dont 184 ont eu un rapport de validation négatif
- dont 945 ont abandonné la validation

Projets Enregistrés et Délivrance d'URCEs

URCEs prévues jusqu'en 2012 des projets qui ont échoué avant

l'enregistrement : 606 millions

- dont 104,8 millions de ceux qui ont été rejetés par le CE du MDP
- dont 23,3 millions des projets qui ont été retirés
- dont 75,9 millions des projets qui ont été rejetés par les validateurs
- dont 402 millions des projets qui ont abandonné la validation

Projets enregistrés : 3346

- Prévues 2079 millions d'URCEs d'ici 2012

- dont 9 sont des PoAs
- dont 30 remplissent les critères du Gold Standard
- Pays hôtes : 70
- Pays acheteurs : 20

URCEs délivrées : 670 millions

- Nombre de projets avec des

URCEs délivrées : 1135

- dont 12 projets Gold Standard
- Demandes de délivrance rejetées et non soumises de nouveau : 30 (6,3 millions d'URCEs)
- Demandes de délivrance retirées et non soumises de nouveau : 29 (6,8 millions d'URCEs)

Prix de l'URCE

6 à 7 € pour les certificats post-2012 de haute qualité.

7 à 8,5 € pour les projets à risque moyen dans le futur,

8,5 à 10 € pour les projets à faible risque dans le futur,

10,5 à 11 € pour les projets enregistrés,

9,33 € comme prix spot au marché BlueNext

Bazar du MDP

www.cdmbazaar.net

Vers la fin du mois de juillet,

245 acheteurs (+1) de 38 pays (-2), 354 vendeurs (+3) de 70 pays (-2) et 719 prestataires de services (+1) de 67 pays (-3) avaient des listes sur le Bazar du MDP

d'électrification rurale. Il s'agit essentiellement d'un programme de subvention qui est destiné à recevoir des fonds par le financement de donateurs internationaux et nationaux aussi bien que des revenus de la finance carbone, entre autres d'un PoA d'éclairage efficace.

- Une étude sur comment les leçons apprises des PoAs peuvent être appliquées aux NAMAs a été commandée par le Groupe Bancaire KfW et est disponible à : www.kfw.de (600 Ko).

[Haut](#)

Le MDP dans les Pays les Moins Avancés et l'Afrique Subsaharienne

- Le Forum Africain de Carbone a été tenu à Marrakech, au Maroc du 4 au 6 juillet. Plus de 1.000 participants inscrits ont souligné l'importance de l'Afrique comme destination pour le MDP. Les questions clé relevées par les participants étaient la suppression des obstacles à travers le MDP programmatique, la simplification et la standardisation des lignes de base aussi bien que l'investissement attractif pour le MDP en Afrique. Trouvez l'ordre du jour et les présentations du forum à <http://africacarbonforum.com>.
- Les participants au forum ont montré davantage l'importance des crédits des pays Non-PMA en Afrique après 2012, qui couvrent plus de 90 % des URCEs du continent délivrées pour l'instant et projetées jusqu'à 2012. À partir de 2013, les crédits respectifs seront éligibles sous le SEEQE seulement après la ratification d'accords bilatéraux – une procédure qui est attendue retarder la mise en œuvre de projets futurs et pourrait ainsi dissuader des investissements MDP dans les pays africains Non-PMA.
- Le nouveau numéro du bulletin trimestriel de la MOC « Joint Implementation Quaterly » traite du rôle du MDP dans les Pays les Moins Avancés. Il est disponible à : www.iqweb.org.
- 1 projet des Pays les Moins Avancés est entré dans le pipeline en juillet :
 - Une mini-centrale hydroélectrique de 1,4 MW (Zambie, le projet démarrera en 2013).

[Haut](#)

Renforcement des capacités sur le MDP par la GIZ

- La GIZ et la banque KfW ont joint leurs forces pour soutenir l'établissement d'un PoA de micro centrales hydroélectriques transfrontalières en Amérique Centrale. L'alliance « Hydro Alliance PoA » a récemment commencé la validation et va inclure des CPAs au Salvador, au Guatemala, au Nicaragua et au Panama. Le Centre de Soutien du PoA de KfW aussi bien que la GIZ (à travers un partenariat public privé) avaient soutenu l'entité gérant le « PoA Grupo Occidente », une banque guatémaliennne, et le Développeur de projets MDP South Pole Carbon Asset Management par le design et le développement de la composante carbone du programme. La KfW et la GIZ exercent aussi une influence sur les synergies en contribuant à la dissémination des informations sur le programme parmi les institutions gouvernementales, les institutions financières, les agences de coopération et les participants aux projets.

[Haut](#)

Développeurs de projets, Entités Opérationnelles Désignées et Consultants

- En Juillet, 157 projets sont entrés dans le pipeline, gardant l'afflux des projets à un niveau élevé. Les 2 plus grands sont :
 - Centrale hydroélectrique de Hubei Duhe Pankou de 513 MW (Chine, 0,8 million d'URCEs d'ici à 2012).
 - Projet hydroélectrique de Shaba de 195 MW (Chine, 0,6 million d'URCEs d'ici à 2012).
- Le développeur français de projets Orbeo a contracté 570.000 URCEs pre et post 2012 d'un projet de cogénération dans une usine mexicaine de sucre.
- En raison de la volatilité du marché, le développeur de projets britannique Trading Emissions a reporté ses projets de vendre son portefeuille de projets carbone comprenant plus de 100 projets MDP.
- La capitale de la République Dominicaine, Santa Domingo, projette de mettre en place le premier métro dans le monde qui est alimenté par le biogaz et a l'intention d'enregistrer le projet sous le MDP.

[Haut](#)

L'Inde mène la liste des prestataires de services avec 163 entrées (-2), suivie par le Royaume-Uni avec 71 (+0), la Chine avec 67 (+0), les Etats-Unis avec 65 (+1) et le Brésil avec 33 (+1). 81 projets et idées de projets (+1) ont été postés par les vendeurs.

Programme de Protection du Climat de la GTZ pour les Pays en Développement

Le Programme de Protection du Climat de la GTZ est réalisé au nom du Ministère Fédéral allemand de la Coopération Économique et du Développement (BMZ). Plus d'informations à [http://www.gtz.de/...](http://www.gtz.de/)

Table des acronymes

Veillez, s'il vous plaît, cliquer ici pour le détail de tous les acronymes utilisés dans ce bulletin :

<http://www.gtz.de/.../en-climate-cdm-abbreviations.pdf> (40 KB)

Incitations pour l'investissement MDP

- Le prix pour l'EUA a été de 12,13 euros pour le marché spot. L'écart par rapport à l'URCE délivrée a été de 2,8 euros. Les EUAs de 2012 ont clôturé à 12,8 euros sur la plateforme de négoce ECX (European Climate Exchange).
- La Coopération Internationale de Finance « IFC » a atteint sa cible de 150 millions d'euros pour son fonds carbone post 2012 et a ainsi clôturé le fonds.
- Le Gouvernement australien a révélé des détails sur la fixation des prix dans son programme carbone national planifié. 500 entreprises des secteurs de la génération d'électricité, de l'industrie, des procédés émettant des émissions fugitives et des déchets auront besoin d'acheter des rentes à un forfait de 17,5 euros par tonne d'équivalent CO₂ à partir du mois de juillet 2012. Le secteur des transports sera partiellement couvert par les mesures de taxation indirectes. Pendant la phase du prix fixe, les entreprises peuvent compenser 5 % de leurs émissions par des crédits des projets agricoles domestiques. La phase des prix fixés du carbone sera suivie par un programme de « cap and trade » à partir de mi 2015. A ce moment là, il sera permis aux émetteurs de compenser jusqu'à 50 % de leurs émissions par des crédits soutenus par les Nations Unies, à l'exception des crédits HFC-23 et N₂O provenant des projets d'acides adipiques. La Trésorerie Australienne estime que d'ici à 2020 environ 60 % des réductions d'émission, conformément au programme, seront couvertes par une compensation internationale, équivalant à 94 millions de tonnes d'équivalents CO₂. Pourtant, comme le programme fait face à une opposition massive des lobbys de l'industrie, faire adopter la loi par le parlement en automne peut devenir un challenge.
- Le Gouvernement coréen a approuvé une cible de réduction pour 2020 de 30 % au-dessous des émissions du scénario de référence, une réduction d'environ 240 millions de tonnes d'équivalents CO₂. Dans ce contexte, un programme d'échange des émissions devra commencer en 2015, ce qui a été reporté 2 ans après une pression du lobby industriel. Cependant, à partir de 2012, la Corée va limiter les émissions de 1.500 installations – on s'attend à ce que les cibles soient dévoilées en septembre de cette année. Pendant que ce programme ne tient pas compte des échanges des émissions, les entités couvertes peuvent compenser partiellement leurs émissions par une compensation domestique conformément au programme appelé « target emissions scheme » qui se concentre sur les PME.
- La Pologne, qui tient la présidence de l'UE pour le deuxième semestre de l'année 2011, s'est opposée à l'augmentation de la cible de réduction des émissions de 2020 de l'UE de 20 % à 30 %. Le pays est le troisième plus grand émetteur de l'UE, produisant 90 % de son électricité à partir du charbon. Cela rend presque impossible que l'UE augmente sa cible avant Durban.
- Le Ministère japonais de la Protection de l'Environnement (METI) va suspendre son programme de co-avantage MDP. Le programme a subventionné jusqu'à 50 % de l'investissement des entreprises japonaises dans les projets choisis et a en échange reçu la moitié des crédits générés pour la conformité du Gouvernement au Protocole de Kyoto.
- Les prix des URCEs secondaires ont chuté au-dessous des prix spot pour les Unités de la Nouvelle Zélande (NZU) et ont généré une augmentation de la demande des URCEs des acheteurs dans le cadre du programme d'échange des émissions de conformité de la Nouvelle Zélande. Le programme en question n'a aucune restriction pour l'importation des URCEs.
- La Jordanie a lancé le fonds de l'Environnement de Jordanie qui soutient des projets de protection de l'environnement dans le pays. Il est cofinancé par une taxe de 15 % sur les transactions des URCEs retenue par le gouvernement.

[Haut](#)

Nouvelles du Web et téléchargements du mois

- Le Groupe de Travail sur la Demande Réprimée (SDWG) a mis en place un site Internet fournissant des renseignements sur la demande réprimée sous le MDP - www.sdwg.wikispaces.com.
- L'ONG CDM-Watch a dévoilé une plate-forme de travail en réseau – voir www.cdm-watch.org.
- Une pléthore de renseignements sur les offres d'énergie rurale et l'utilisation de la finance carbone sont disponibles à : www.sites.google.com.
- Sandbag tire des leçons sur trois ans de la phase II du SEEQE et demande une action immédiate pour arrêter la sur-allocation dans la phase III – voir www.sandbag.org.uk.
- Une étude, conduite par un lobby CCS, sur les coûts de la capture et du stockage du carbone est disponible à www.zeroemissionsplatform.eu (1,9 Mo).
- Un aperçu sur les développements politiques, institutionnels, économiques et scientifiques des atténuations des émissions dues à la terre (forêt, agriculture et autres utilisations) dans vingt pays est disponible à : www.terrestrialcarbon.org (1,77 Mo).

[Haut](#)

Information sur l'enregistrement

Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Bureaux enregistrés

Bonn et Eschborn, Allemagne

Friedrich-Ebert-Allee 40
53113 Bonn, Germany
Tél.: +49 228 44 60-0
Fax: +49 228 44 60-17 66

Dag-Hammarskjöld-Weg 1-5
65760 Eschborn, Germany
Tél.: +49 61 96 79-0
Fax: +49 61 96 79-11 15

Email: info@giz.de
Internet: www.giz.de

Enregistré à :

Court locale (Amtsgericht) Bonn, Germany: HRB 18384
Court locale (Amtsgericht) Frankfurt am Main, Germany: HRB 12394

TVA n° :

DE 113891176

Président du Conseil de Supervision :

Hans-Jürgen Beerfeltz, Secrétaire d'Etat

Président du Conseil d'Administration :

Dr Bernd Eisenblätter

Directeurs généraux :

Dr Christoph Beier
Adolf Kloke-Lesch
Tom Pätz
Dr Sebastian Paust
Dr Hans-Joachim Preuß
Dr Jürgen Wilhelm

L'information contenue dans ce message peut être transmise à d'autres. Si le message est utilisé dans d'autres bulletins ou services d'information - en partie ou en totalité -, la GIZ demande d'être informée avant la circulation ; envoyer à climate@giz.de

Si vous ne voulez plus recevoir ce bulletin, veuillez cliquer [ici](#).

Chargé de ce Bulletin :

Friedel Sehleier (climate@giz.de), [GIZ Climate Protection Programme](#), un projet réalisé au nom du Ministère Fédéral allemand de la Coopération Économique et du Développement (BMZ)

Editeur :

Friedel Sehleier (climate@giz.de), GIZ

Auteurs :

Axel Michaelowa, [Perspectives GmbH](#) (www.perspectives.cc)
Friedel Sehleier (climate@giz.de), GIZ

Traduction :



La traduction en français de ce bulletin a été réalisée par Monsieur **Sélim Jouini** (selimjouini@yahoo.fr) dans le cadre du Projet CCC / GTZ Tunisie.